



## L'avenir de l'État-nation et de la Suisse – le rôle de la langue

L'État-nation est incontestablement mis à mal par la mondialisation. Il va de soi que celle-ci est facilitée par l'unification des langues utilisées lors des échanges. Ainsi les langues jouent un rôle important dans les différentes facettes de la mondialisation. La Suisse est un pays multilingue ce qui pourrait être un avantage dans le développement futur, mais la parcellisation linguistique et régionale qui en découle peut aussi freiner des évolutions planifiées, entre autres, par les incompréhensions mutuelles.

La manière dont l'Union européenne (UE) a résolu la gestion des différentes langues est exemplaire et la Suisse pourrait s'y intégrer sans problème<sup>2</sup>. Mais on est encore loin de là. Une première étape s'est décidée lors de la votation du 27 septembre 2020 à propos de l'initiative intitulée ›Pour une immigration modérée‹<sup>3</sup>. De toute manière, la Suisse devra clarifier ses relations avec l'UE dans un futur plus au moins proche.

Ainsi deux questions se posent: quelle approche choisira la Suisse compte tenu du modèle d'État-nation actuel et quel rôle auront les langues et les valeurs et représentations qu'elles impliquent? Une question presque annexe se pose: Quel type de mondialisation la Suisse est-elle d'accord d'accepter en vue des actions à entreprendre pour la politique écologique prévue dans un futur proche?

La Suisse est un îlot au milieu de l'Europe et ses échanges avec l'Union européenne sont donc importants. Que l'UE, par sa taille, puisse imposer certaines conventions ou réglementations en matière d'échanges n'a rien d'étonnant. La Suisse ainsi que tous les États membres de l'UE ont subi depuis la création de l'Union une certaine diminution de leur pouvoir de décision. Pour les États membres de l'UE, cette perte de pouvoir a été partiellement compensée par un accroissement de leurs compétences dans le cadre des institutions et accords européens. La perte du pouvoir de l'État-nation est exprimée dans les discussions sur la gestion des pays en termes d'affaiblissement ou carrément de disparition de l'État-nation. Un article du Guardian (Dasgupta 2018) démontre l'aspect global de cet affaiblissement que l'auteur attribue principalement à la mondialisation et, en plus, pour certains pays, à la colonisation<sup>4</sup>. Quel est donc l'avenir

---

**Eric Zbinden**

groupe romand du réseau de réflexion<sup>1</sup>,  
sociologue. intérêts: système international/  
santé public et stigmatisation.



de cet État-nation qui – vu l'arrivée de la pandémie du Covid-19 – ne cesse d'être au centre d'un débat animé?

## L'État-nation

A un niveau abstrait, l'État-nation lie l'État, en tant qu'organisation politique et juridique, à une nation, qui, elle, se réfère à un ensemble de personnes conscientes de leurs unités (historique, culturelle, etc.) et vivant sur un territoire commun. Cette notion sera facilement applicable à tous les États, alors qu'il existe de grandes différences d'un État à l'autre. Pour ce qui est de la Suisse, cas modèle en matière d'État-nation, elle est donc aussi touchée par ce phénomène d'affaiblissement auquel la politique fédérale semble porter peu d'attention à en juger par les sujets traités ces dernières années. Et pourtant, un rapport d'un pôle de recherche national<sup>5</sup> – commandité par le Conseil fédéral – le relate en mettant l'accent sur des décisions prises par des commissions internationales n'étant en aucune manière soumises à un contrôle démocratique. Caillé (2001) avait formulé ceci bien auparavant en mettant l'accent sur l'État-nation: »Largement débordée par l'internationalisation de l'économie, la figure de l'État-nation, même là où il est le plus solidement implanté, ne parvient plus à circonscrire de manière claire le champ du conflit et de la régulation politiques«<sup>6</sup>. Cela dit, le champ d'influence de la mondialisation est par nature un sable mouvant.

## La mondialisation

Étant très équivoque, le terme de mondialisation est compris par certains comme élément d'une unification paisible pour le bien de tous et par d'autres tout le contraire<sup>7</sup>. La mondialisation est à l'origine d'un bon nombre des grands problèmes actuels à savoir les contrats de libre-échange (TTIP) sans contrôle démocratique<sup>8</sup>, les secrets bien gardés de la finance internationale, les inégalités mondiales démontrées par exemple par Milanovic (2019) et les problèmes liés au réchauffement climatique. Elle s'est aussi révélée être un terreau favorable au développement de la pandémie de Coronavirus.

Vue sous un autre angle, la mondialisation est un processus d'unification des marchés, en particulier des marchés financiers, et aussi culturels. Bourdieu (2012) l'exprime par un point de vue peu connu »La force idéologique de la mondialisation tient au fait que la domination se cache sous l'unification, et on oublie que l'unification est la condition, paradoxalement, de la domination«. Ainsi la mondialisation n'est pas qu'un simple état de fait. Elle est un univers d'acteurs divers (multinationales, gouvernements, réseaux sociaux, mass-média) qui échangent des pro-



duits et diffusent des informations sur les marchés mondiaux et européens avec le but de concurrencer ou de dominer des marchés locaux ou internationaux. L'arrivée du Covid-19 est en revanche un effet surprenant qui a freiné directement ou indirectement la mondialisation.

La diffusion de la pandémie du Covid-19 a eu une influence inverse sur les États-nations. Une résurgence de l'État-nation a été imposée par la nécessité de gérer la pandémie. Ce retour à une gestion à l'intérieur des frontières nationales est un phénomène inattendu pour tous les États et a donc également touché les États membres de l'UE. Pour mémoire, l'UE se préoccupe prioritairement des aspects économiques des États membres et leur laisse la gestion de la santé, à l'exception parfois des budgets globaux de santé. Toujours est-il que la fermeture des frontières était un élément qui allait à contresens des valeurs dominantes de l'UE, mais qui fut acceptée du fait de l'urgence de la situation. Zielonka (2020) a décrit les différentes phases par lesquels les pays européens, à l'exception de la Suède, sont passés à la suite du soudain renforcement de l'État-nation: la nécessité soudaine de gouverner par décret pour régler le confinement; le retour du secteur public – que ce soit national, cantonal ou local – pour contrôler les mesures prises à tous les niveaux et plus particulièrement pour les services de santé; la fermeture des frontières et finalement les détails du confinement. Après ces phases de reprise en main est intervenu le soutien économique et aussi social massif des États et de l'UE à tous les niveaux. Au cours et à la fin de la distribution de cette manne, une analyse de la répartition sera de mise. Des signes avant-coureurs laissent présager un soutien avantageant clairement les secteurs économiques comparés au reste de la société.

## La langue et le multilinguisme

La langue est principalement un instrument de communication, mais des langues différentes peuvent créer des incompréhensions et des divergences. Nous avons déjà évoqué la diversité des langues à l'intérieur de l'UE. Comment est-il possible de garder une seule interprétation à travers toutes les langues? L'UE a prévu pour cela trois langues de travail (l'anglais, le français et l'allemand) ce qui réduit déjà la complexité, mais l'anglais a supplanté les autres et, selon des experts, cela restera ainsi avec ou sans Brexit. L'hégémonie de la langue anglaise met en avant moins la vision et la perception de l'Angleterre que celle des États-Unis, prioritairement à travers l'anglais des affaires. »L'anglais est devenu la matrice intellectuelle de la Commission européenne ces dernières années, imposant ses valeurs et sa culture juridique«, déclarait le linguiste Cerquigliani<sup>9</sup>.



Bourdieu (2001) se situe dans une orientation similaire. Il résume ses analyses sur l'effet de la langue sous le titre: ›Quelle langue pour une Europe démocratique?‹. Il y développe l'idée que la langue peut être un instrument de domination. Ceci est facilement compréhensible en observant la progression de l'utilisation de termes anglais dans tous les domaines. Ainsi, d'autres visions en d'autres langues à l'intérieur de l'UE par exemple passent à l'arrière-plan. Ne parle-t-on pas du ›lock-down‹ en allemand en pensant au confinement<sup>10</sup>? Dans une autre étude: ›La langue mondiale‹ (Casanova 2015) l'auteure précise bien que tous les ans des langues meurent, mais il existe une langue mondiale, des langues centrales et des langues périphériques, toutes s'efforçant d'exister sur la scène internationale. Dans les États, les traductions de textes écrits se font moins de la langue dominante vers d'autres langues qu'en sens inverse. Admettre la puissance d'une langue, c'est la faire exister et en perpétuer la hiérarchie. Casanova préconise de n'utiliser la langue mondiale que lorsque c'est nécessaire, en intégrant bien l'idée qu'avec une langue, ce sont des catégories, des schèmes de pensée, des manières de voir qu'on adopte subrepticement. Cette constatation relativement banale peine à être acceptée notamment dans le monde politique suisse.

Pour la Suisse, c'est l'allemand qui domine le discours politique, mais pas nécessairement autant que l'anglais dans l'UE. Le fonctionnement du Parlement dans lequel chacun peut s'exprimer dans sa langue qui lui est familière (allemand, français ou italien) favorise une culture plurilinguistique<sup>11</sup>. Problématiser l'influence de la langue ne fait que rarement partie du discours politique suisse, car la fierté d'avoir plusieurs langues prédomine. Nous évoquons le parlement avec sa gestion des langues, mais des associations qui se disent couvrir toute la Suisse ont rarement un tel règlement et l'allemand domine en réalité.

L'exemple du terme allemand ›Nationalstaat‹ est parlant. Traduction littérale de ›État-nation‹, ce terme évoque justement d'autres nuances de sens que la version allemande. Au vu de l'histoire récente, le terme allemand fait allusion au nationalisme tel que l'Allemagne l'a vécu, surtout au siècle passé, mais également à l'heure actuelle avec le regain des partis dits d'extrême droite. Ainsi le ›Nationalstaat‹ est fréquemment rejeté par exemple dans la presse alors que le terme français n'est à la rigueur qu'une simple constatation selon laquelle un État va plus au moins de pair avec une nation. Cette différence d'interprétation était visible en Suisse ces dernières années au cours desquelles le rejet de l'État-nation n'apparaissait que dans la presse alémanique<sup>12</sup> Ce ›rejet‹ se retrouve en outre dans la littérature politique allemande et anglophone. Dans ce der-



nier cas, la raison du rejet peut être différente, car elle s'orienterait sur le modèle américain de l'État, de tendance plutôt cosmopolite.

La langue est donc aussi un instrument de construction de la réalité sociale qui est différente pour le français et l'allemand<sup>13</sup>. Ceci explique partiellement des différences qui peuvent apparaître lors des rares votations de part et d'autre du «rideau de rösti» où les cantons francophones avaient majoritairement un autre avis que tous les autres cantons. L'effet du rejet du ›pouvoir‹ des propositions provenant de la ›majorité‹ suisse alémanique est une autre raison. Adhérer à l'UE permettrait aux cantons romands d'entendre plus la langue française que l'allemand, langue qui domine la scène politique, mais aussi médiatique.

### Que deviennent les États-nations?

L'évolution future des États et États-nations fait déjà débat depuis un certain temps. Le discours, maintes fois répété, de la disparition de l'État-nation n'a fait que renforcer l'impression de l'affaiblissement. L'État serait resté, mais la nation aurait quasiment disparu avec tous ses attributs de peuple homogène, d'identité, de signification des frontières, etc. Le sentiment d'appartenance lié à la nation serait d'un autre monde. Surtout dans la discussion autour du statut des États membres de l'UE, le terme d'État doit prendre un nouveau sens dans les conditions d'adhésion à l'Union. Ceci est l'avis d'analystes en Europe qui défendent l'idée que les catégories nationales de pensée ne permettent pas de créer une pensée européenne. Ulrich Beck (2008) est persuadé que la transformation des États-nations doit aboutir à un système d'unités cosmopolites<sup>14</sup>. N'oublions pas que la population cosmopolite est plus dense dans les grandes villes du fait de l'immigration, des professions qu'on y exerce et des contacts plus fréquents avec des gens d'autres régions linguistiques, ce qui peut créer des tensions à l'intérieur d'un pays.

Le déconfinement vient de commencer et il est fort à parier que tendanciellement le ›Leitmotiv‹ selon lequel tout doit redevenir comme auparavant, sera dans un premier temps prédominant. ›Comme auparavant‹ signifie, par rapport aux problèmes européens ou peut-être mondiaux que nous venons partiellement d'évoquer:

- Que le déséquilibre énorme entre pays riches et pauvres va perdurer.
- Que les solutions proposées pour affronter les problèmes écologiques tels que le réchauffement climatique ne doivent pas déranger le cours du fonctionnement économique classique.
- Que le flux des réfugiés et d'émigrants vers les pays riches va se tarir par lui-même.

- Que le principe absolu de compétitivité dans l'activité économique doit être prédominant au prix de nouveaux problèmes sociétaux.
- Que l'anglais parmi d'autres langues renforce sa position dominante et par là même appauvrit la culture portée par des langues moins cotées.
- Que les problèmes de traductions restent un problème négligeable dans la compréhension entre les langues.

Il y a tout de même une lueur d'espoir qui vient du fait que la démocratie en général a été quelque peu ébranlée avec le confinement et que des changements à ce niveau deviennent acceptables. Personne ne souhaite un deuxième ou un troisième confinement dû à des vagues successives de la même pandémie ou d'une nouvelle.

Avec la politique climatique qui devrait suivre la phase pandémique, l'espoir d'une autre issue réside dans l'acceptation de nouvelles valeurs qui ne mettent plus le capitalisme effréné en priorité de toute activité économique, mais plutôt la solidarité et les orientations telles qu'un plaidoyer récent du Réseau de réflexion a avancé<sup>15</sup>. L'évolution de l'État-nation est incertaine, mais comme pour la Suisse et d'autres pays, l'UE ne résout pas tous les problèmes, d'où l'hypothèse qui semble être plausible selon laquelle il n'y aura pas de grandes mutations immédiates de l'État-nation en général et pour la Suisse en particulier.

## Annotations

- 1 Les membres suivants du groupe romand du RdR ont contribué à améliorer ce texte: Jean-Jaques Richardi, René Lévy.
- 2 Les vingt-quatre langues que compte actuellement l'UE peuvent être utilisées lors des sessions du parlement. Tous les documents officiels sont traduits dans ces langues.
- 3 Un oui aux urnes créerait un frein aux essais d'approches avec l'UE.
- 4 Dasgupta décrit en détail l'affaiblissement en tenant compte de l'histoire, de la situation politique et de l'aspect économique. C'est un des rares auteurs à démontrer ce phénomène au niveau global.



- 5 Voir le rapport du National Centres of Competence in Research Democracy, page 22.
- 6 Page 183. Caillé développe dans son chapitre par la suite l'idéale associationniste mondiale en tant que moyen pour émerger des problèmes mondiaux actuels.
- 7 Voir à ce propos »Un mot en anglais, deux mots en français« qui décrit la distinction entre mondialisation (français seulement) et globalisation, expression qui vient du monde anglophone. Dans la littérature politologique française, le terme mondialisation couvre en règle générale les deux aspects.
- 8 Voir l'article »Die Abschaffung der Demokratie: Kritik an den neuen Handelsverträgen« sur le site [www.denknetz.ch](http://www.denknetz.ch).
- 9 Cette phrase de Cerquiglini datant de 2006 a été citée dans de multiples journaux, blogs et en dernier (1.7.2019) dans [www.huffingtonpost.fr](http://www.huffingtonpost.fr) sous »L'anglais doit-il toujours dominer l'Europe après le Brexit?« de Xavier Combe.
- 10 Voir à ce propos l'article paru dans un journal régional (Koller 2020) qui explique la dissemblance de ces deux termes par une différence culturelle.
- 11 Il est évident que tous les membres du parlement ne comprennent pas les trois langues. Un article du conseiller national Fati Derer paru dans *Le Temps* a mis le feu aux poudres en évoquant ce problème. Voir à ce propos »Les parlementaires suisses ont-ils toujours plus de mal à se comprendre« dans [suisseinfo.ch](http://suisseinfo.ch) du 22.6.2016.
- 12 »Die Rückkehr zum Nationalstaat ist ein Unsinn«, *Tages-Anzeiger* du 24.3.2017; »Der Nationalstaat – nicht mehr als eine Krücke«, [infosperber.ch](http://infosperber.ch) du 26.5.2020 et par opposition: »Les États-nations font à la hâte le job tout seuls«, *Le Courrier* du 25.3.2020.
- 13 Voir à ce propos: [www.connexion-emploi.com/fr/a/france-allemande-des-differences-culturelles-au-quotidien-et-au-travail](http://www.connexion-emploi.com/fr/a/france-allemande-des-differences-culturelles-au-quotidien-et-au-travail) et aussi ce que Marx évoque après sa traduction du »Capital: de l'allemand en français: [https://de.wikipedia.org/wiki/Karl\\_Marx](https://de.wikipedia.org/wiki/Karl_Marx).
- 14 Voir aussi les idées similaires de Habermas présentées dans une conférence en français (Gaubert / Habermas 2016).
- 15 [www.denknetz.ch/une-societe-du-care](http://www.denknetz.ch/une-societe-du-care).

## Bibliographie

- Beck, Ulrich (2008): Nation-state politics can only fail the problem of the modern world. *The Guardian* (janvier 15).
- Bourdieu, Pierre (2012): Mondialisation et domination: de la finance à la culture (reproduction d'un entretien de l'an 2000). Cités 51, p. 129–134.
- Bourdieu, Pierre et al. (2001): Quelles langues pour une Europe démocratique? *Raisons Politiques* 2, p. 41–64 § 14–22.
- Caillé, Alain (2001): La société civile mondiale qui vient. In: Laville, Jean-Louis; Caillé, Alain; Chaniel, Philippe; Dacheux, Éric; Eme, Bernard; Latouche, Serge: Association, démocratie et société civile, p. 183–208. Éditions La Découverte.
- Casanova, Pascale (2015): La Langue mondiale. Traduction et domination. Éditions du Seuil.
- Dasgupta, Rana (2018): The demise of the nation state. *The Guardian* (avril 5).
- Gaubert, Joël; Habermas, Jürgen (2016): HABERMAS – L'État-nation, une idée et une réalité dépassées? [www.youtube.com/watch?v=j\\_iG7Lq\\_ELM](http://www.youtube.com/watch?v=j_iG7Lq_ELM).
- Ghorra-Gobin, Cynthia (2017): Notion en débat: mondialisation et globalisation. *Géoconfluences*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/mondialisation-globalisation>.
- Koller, Toni (2020): Daheimbleiben auf Französisch. [www.infosperber.ch](http://www.infosperber.ch) (mai 14).
- Milanovic, Branko (2019): Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances. Éditions La Découverte.
- Monier, Anne (2018): Les secrets bien gardés de la finance internationale. <https://lavedesides.com/fr/The-Well-Kept-Secrets-of-International-Finance.html>.
- National Centres of Competence in Research Democracy (édit.), Rédaction: Yvonne Rosteck (2019): Comment la mondialisation et la médiatisation ont changé la démocratie. *vdf Hochschulverlag an der ETH Zürich*.
- Zielonka, Jan (2020): Coronavirus und Demokratie: Schlechte Nachrichten für Nationalisten. *Die Zeit online* (mars 24).